

VERSION MÉDIA COURTE

Procédure du Grand Jury par le Tribunal Populaire de l'Opinion Publique

Renforcer la conscience publique par la loi naturelle

"L'injustice envers un est une injustice envers tous"

Nous, un groupe d'avocats internationaux et un juge, annonçons par la présente que nous mènerons une enquête criminelle sur le modèle de la procédure du Grand Jury des États-Unis. Cette enquête du grand jury sert de modèle de procédure judiciaire pour présenter à un jury (composé de citoyens du monde) toutes les preuves disponibles de crimes contre l'humanité liés au COVID-19 à ce jour contre les "dirigeants, organisateurs, instigateurs et complices" qui ont aidé, encouragé ou participé activement à la formulation et à l'exécution d'un plan commun en cas de pandémie. Les crimes devant faire l'objet d'une enquête comprennent tous les actes accomplis ou omis par une personne dans le cadre d'un dessein commun de commettre des crimes contre l'humanité, et tous les actes criminels de ce type condamnés dans les diverses communautés de jurés à travers le monde.

Cette enquête est menée par le peuple, par le peuple et pour le peuple et sera désignée sous le nom de '*Tribunal populaire de l'opinion publique*. N'ayant pas été en mesure de trouver un tribunal pour entendre les preuves réelles devant les tribunaux du système actuel, nous entreprenons cette procédure en dehors du système actuel et sur la base du droit naturel. Ceci, à son tour, est fondé sur la ferme conviction que chaque personne peut facilement faire la distinction entre le bien et le mal, et entre le bien et le mal.

L'allégation est que les gouvernements du monde sont tombés sous l'influence dominante de structures de pouvoir corrompues et criminelles. Ils se sont entendus pour organiser une pandémie qu'ils planifiaient depuis des années. À cette fin, ils ont délibérément créé une panique de masse par le biais de fausses déclarations de faits et d'une opération psychologique d'ingénierie sociale dont ils ont véhiculé les messages par le biais des médias d'entreprise.

Le but de cette panique de masse était de persuader la population d'accepter les prétendues "vaccinations" qui se sont entre-temps avérées ni efficaces, ni sûres, mais extrêmement dangereuses, voire mortelles.

Les dommages économiques, sociaux et sanitaires que ces crimes contre l'humanité ont causés à la population mondiale peuvent être mesurés en quadrillions de dollars.

Les avocats énumérés ci-dessous, avec l'aide d'un certain nombre de scientifiques et d'experts hautement respectés du monde entier et sous les auspices d'un juge du Portugal, mèneront cette enquête du grand jury et fourniront ainsi au jury (les citoyens du monde) un tableau complet de ces crimes contre l'humanité.

Le '*Tribunal populaire de l'opinion publique* Le but de l'enquête est double : d'une part, il s'agit de servir de modèle de procédure et d'obtenir des inculpations contre certains des chefs de file pénalement et civilement responsables de ces crimes contre l'humanité. Et d'autre part, il s'agit - en montrant une image complète de ce à quoi nous sommes confrontés, y compris le contexte géopolitique et historique - de faire prendre conscience de

- l'effondrement factuel du système actuel détourné et de ses institutions, et, par conséquent
- la nécessité pour le peuple lui-même de reprendre sa souveraineté, et
- la nécessité d'arrêter d'abord les mesures de cette pandémie en refusant de s'y conformer, et
- la nécessité de relancer leur propre nouveau système de soins de santé, d'éducation, d'économie et de justice, afin que la démocratie et l'État de droit sur la base de nos constitutions soient rétablis.

le *Tribunal populaire de l'opinion publique* travaille indépendamment de tout gouvernement et de toute organisation non gouvernementale. Le soutien logistique est fourni par le comité d'enquête Berlin Corona (www.corona-ausschuss.de).

www.grand-jury.net

contact@grand-jury.net

Avocat Virginie de Araujo Recchia, France Juge Rui
Fonseca E Castro, Portugal
Avocate Claire Deeks, Nouvelle-Zélande
Avocate Viviane Fischer, Allemagne Avocate Dr
Reiner Fuellmich, Allemagne Avocate N. Ana
Garner, États-Unis
Avocat Dr. Renate Holzeisen, Italie Avocat
Tony Nikolic, Australie Avocat Dipali Ojha,
Inde
Avocat à la loi Dexter LJ. Ryneveldt (Adv.), avocate d'Afrique
du Sud Deana Sacks, États-Unis
Avocat Michael Swinwood, Canada

Défenseurs des droits de l'homme et militants juridiques coopérants

Tjaša Vuzem, Slovénie

Dre Cristiane Grieb, Canada

Leslie Manookian, États-Unis

VERSION MÉDIA LONGUE

Procédure du Grand Jury par le Tribunal Populaire de l'Opinion Publique

Renforcer la conscience publique par la loi naturelle

"L'injustice envers un est une injustice envers tous"

Des avocats concernés de pays du monde entier, travaillant avec des scientifiques et des experts médicaux réputés, se sont réunis pour présenter les raisons juridiques, scientifiques et médicales pour lesquelles la population doit arrêter les mesures de Covid-19 et refuser les injections à base d'ARNm qui les ont forcées. Cette enquête du grand jury sert à présenter à un jury (composé de citoyens du monde) toutes les preuves disponibles des crimes contre l'humanité commis à ce jour.

Nous réalisons, bien sûr, que les cours de justice dans les systèmes actuels, tout comme les systèmes de soins de santé, nos systèmes d'éducation et l'ordre économique (mondial) sont compromis et dominés par ceux qui sont responsables des mesures qui doivent être arrêtés. Nous avons choisi l'enquête du grand jury comme base procédurale sur laquelle se déroule cette procédure. Mais la procédure elle-même se déroulera en dehors du système actuel, qui, à notre avis, est irrémédiablement corrompu. C'est, en effet, pourquoi nous ne déposons pas cette affaire devant l'une des juridictions du système, qui comprend la Cour pénale internationale ou la Cour européenne des droits de l'homme.

Au contraire, nous croyons qu'il est de la plus haute importance que les gens eux-mêmes réalisent qu'eux-mêmes, leurs familles, leurs communautés et leurs régions, sont la seule source légitime d'une véritable gouvernance démocratique « du bas vers le haut ». Par conséquent, nous, le peuple, devons

reprendre notre souveraineté à ceux qui nous l'ont prise et l'ont déléguée à des sociétés et institutions mondiales opérant de manière anonyme et «descendante» comme l'Organisation mondiale de la santé, le Forum économique mondial et leurs sbires, la soi-disant clique de Davos, ou: M. Global.

À cette fin, nous avons créé notre, c'est-à-dire : le propre tribunal du peuple, le Tribunal populaire de l'opinion publique pour mener cette enquête du Grand Jury. Cela garantit que cette affaire de crimes contre l'humanité obtiendra une audience équitable et ne sera pas rejetée par les tribunaux du système pour des motifs de procédure douteux, ou qu'un juge qui est prêt à appliquer la loi comme il se doit et défie ainsi "M. Les intérêts de Global seront persécutés par les marionnettes du système comme cela est arrivé à Weimar à deux de ces juges.

L'objectif principal de cette procédure (en plus de démontrer des preuves réelles au monde et de servir de modèle de procédure pour les futures affaires judiciaires à déposer) est de montrer une image complète de ce que nous considérons comme des crimes massifs contre l'humanité plutôt que de simplement discuter des éléments de la puzzle. Les preuves à l'appui seront présentées par de vrais avocats et de vrais témoins experts pour examiner les preuves sous les auspices d'un vrai juge avec précision et sincérité.

La cour est complètement indépendante et ne travaille que pour le peuple pour la protection et la restauration de l'État de droit, de la démocratie et de nos constitutions.

Il est important de noter, cependant, que chacun des avocats participants a déposé et continuera de déposer des affaires similaires dans le système judiciaire existant de leur pays, et que ces affaires seront soutenues par notre effort mondial conjoint.

L'objectif initial du Grand Jury Court of Public Opinion est de mettre en lumière tous les détails et actions qui ont été commis sous le couvert d'une pandémie et constituent des crimes contre l'humanité. Cette procédure motivera, espérons-le, les gens du monde entier à engager des poursuites pénales et des poursuites civiles (pour dommages, y compris des dommages-intérêts punitifs) contre tous ceux qui sont pénalement et civilement responsables des atrocités commises dans leurs communautés et régions. Certains systèmes judiciaires (India par exemple) peuvent encore fonctionner et être prêts à servir les personnes au nom desquelles ils sont censés rendre la justice. Mais dans de nombreux pays, notamment en Europe, où le pouvoir judiciaire (tout comme le système politique, y compris le

système de soins de santé, le système éducatif et le système économique) a été infiltré et compromis par ceux qui ont commis les crimes contre l'humanité, le système juridique est irrémédiablement brisé. Là où c'est le cas, nous, le peuple, devons réinstaller l'État de droit et la démocratie, sur la base de nos constitutions, en mettant en place notre propre système de tribunaux et de justice.

Ainsi, le '*Tribunal populaire de l'opinion publique*'les enquêtes doivent guider et motiver les actions nationales et internationales de justice transitionnelle et transformatrice. Elle servira d'enquête de démarrage qui sera suivie de nombreuses procédures pénales et civiles nationales, comme mentionné ci-dessus.

Quelle que soit la voie qui conviendrait aux conditions de votre pays, elle doit être pacifique et guidée par des procédures démocratiques qui constituent un système «judiciaire» approuvé par les citoyens et s'efforçant d'atteindre la transparence, l'équité et la progression morale. Ce faisant, ces procédures visent à aider ces sociétés ségréguées à échapper au système tyrannique actuel et à remédier aux lacunes inhumaines qui ont émergé dans le cadre d'un état d'urgence sanitaire socialement construit, mais en fait fabriqué. Il s'agit essentiellement d'un appel mondial à l'action, et ces procédures deviendront le fondement de réformes sociales qui aideront les communautés à guérir, mais qui rendront également responsables tous les auteurs de ces crimes contre l'humanité.

L'urgence de la présente affaire ne peut être sous-estimée. Nous sommes tous responsables de revendiquer le mandat citoyen de gouvernance dans nos pays, et en tant que communauté mondiale d'êtres humains dans le respect les uns des autres et des autres cultures, nous sommes appelés à veiller à ce que les droits de l'homme soient préservés MAINTENANT et à l'avenir.

Les avocats énumérés ci-dessous, avec l'aide de nombreux spécialistes médicaux et scientifiques hautement respectés du monde entier et sous les auspices d'un juge du Portugal, mèneront cette enquête du grand jury, par laquelle ils fourniront au Tribunal populaire de l'opinion publique un tableau complet et exhaustif de ces crimes commis contre l'humanité.

le *Tribunal populaire de l'opinion publique* travaille indépendamment de tout gouvernement et de toute organisation non gouvernementale. Le soutien logistique est fourni par le comité d'enquête Berlin Corona (www.corona-ausschuss.de).

www.grand-jury.net

contact@grand-jury.net

Avocat Virginie de Araujo Recchia, France Juge Rui
Fonseca E Castro, Portugal
Avocate Claire Deeks, Nouvelle-Zélande
Avocate Viviane Fischer, Allemagne Avocate Dr
Reiner Fuellmich, Allemagne Avocate N. Ana
Garner, États-Unis
Avocat Dr. Renate Holzeisen, Italie Avocat
Tony Nikolic, Australie Avocat Dipali Ojha,
Inde
Avocat à la loi Dexter LJ. Ryneveldt (Adv.), avocate d'Afrique
du Sud Deana Sacks, États-Unis
Avocat Michael Swinwood, Canada

Défenseurs des droits de l'homme et militants juridiques coopérants

Tjaša Vuzem, Slovénie
Dre Cristiane Grieb, Canada
Leslie Manookian, États-Unis